

Private Equity : Les fonds d'investissement et leur rôle dans la transition agricole et alimentaire

Benchmark et analyse des pratiques en 2025

Clément Ory

clement.ory@therismo.com

Avant-propos

- Dans le monde de la finance et de l'agriculture-agroalimentaire, **la fin d'année 2025 a été marquée par le rachat de la participation Prosol** (univers Grand Frais) **par le fonds d'investissement américain Apollo pour 4 milliards d'euros¹.**
- Cette cession, effectuée par le fonds Ardian, constitue l'opération financière la plus importante de 2025 dans ce secteur du capital investissement non coté dit 'private

4 Mds €
La vente de la participation Prosol d'Ardian en 2025¹

Objectifs du rapport

Le rapport ci-actuel, élaboré par Therismo Conseil, vise à mieux comprendre cette dynamique, avec pour objectifs :

- **d'analyser le type d'investissements effectué dans ce secteur** (quelle filière visée, quels volumes financiers) ;
- **d'identifier les fonds les plus actifs et les plus avancés** sur le sujet de financement de la transition agricole et alimentaire ;
- de mettre au regard les enjeux environnementaux, sociaux et économiques de la transition vs. les objectifs de ces opérations d'investissement.

equity'.

- **Mais cette opération souligne la dynamique récente entreprise par ce secteur :**
 - ▶ les participations devenant de plus en plus nombreuses et couvrant différents maillons de la chaîne de valeur, y compris l'agriculture historiquement peu couverte ;
 - ▶ le nombre de fonds faisant des opérations dans ce secteur se développant également.

À qui le rapport s'adresse ?

Ce rapport s'adresse à la fois aux acteurs du Private Equity comme aux acteurs du secteur (agriculteurs, coopératives, industriels, distributeurs, etc.).

Plus largement, **ce rapport vise à favoriser les connexions entre le monde financier** représenté ici par les fonds d'investissement en equity (capital) **et les acteurs du secteur** car la transition agricole passe par la mobilisation de tous les outils financiers.

(1) Ardian. Communiqué de presse. Décembre 2025.

Le Private Equity, c'est quoi ?

Le Private Equity, ou capital-Investissement en français, **consiste pour un fonds d'investissement à investir des capitaux dans des entreprises non cotées en bourse.**

- Ces fonds d'investissement collectent et gèrent l'argent de tiers (très souvent issu des fonds de pension, banques, assurances, etc.).
- L'objectif : financer le développement, transmettre l'entreprise ou la redresser, pour revendre les parts avec une plus-value après une période donnée, sur un horizon temporel relativement court-terme pour la plupart des fonds (généralement 4 à 7 ans).

Derrière cet univers de Private Equity, on distingue différents acteurs, entre :

- ceux du 'venture capital' spécialisés dans l'innovation et la forte croissance ;
- ceux 'du Private Equity' spécialistes des entreprises matures ;
- les 'family offices', fonds issus de fortunes familiales (ex. famille Mulliez) investissant sur du long terme ;
- les investisseurs institutionnels publics et privés (BPI France, ADEME Investissement, compagnies d'assurance, etc.).

Les formes d'investissement

Capital-Risque (Venture Capital)

Pour financer le démarrage d'entreprises (i.e. : start-up)

Capital-Développement

Pour financer très souvent la croissance d'entreprises rentables

Capital-Transmission (LBO)

Pour racheter une entreprise mature, par ex. lors d'un départ à la retraite ou d'une cession de groupe

Et l'intérêt pour le secteur agri-food ?

En favorisant à la fois la transmission et la croissance de PME/ETI et en finançant l'innovation par le biais de nouvelles entreprises, les acteurs du Private Equity ont un rôle à jouer dans le développement de la transition agricole et alimentaire.

Sociétés de gestion étudiées





Sommaire

- 1** Le secteur agri-food et les besoins de financement
- 2** Un positionnement croissant du Private Equity dans le secteur agri-food
- 3** Un positionnement utile au secteur mais encore insuffisant et incomplet
- 4** Le cabinet Therismo
- 5** Méthodologie et sources



01

Le secteur agri-food et les besoins de financement



Le secteur agricole et alimentaire face aux enjeux de transition environnementale...

Des enjeux forts sur le climat et les émissions de gaz à effet de serre

Le secteur agricole représente 21% des émissions directes du territoire français, avec ~76 MtCO₂e émises en 2024 (Citepa, 2025).

À ces émissions agricoles s'ajoutent les émissions jusqu'à la fourchette, incluant :

- les industries agroalimentaires, dont les émissions s'élèvent à ~10 MtCO₂ (ANIA, 2023)
- Le transport tous maillons confondus, évalués à 22 MtCO₂e (HCC, 2024) ;

- La distribution et RHD* à 17 MtCO₂e.

Au global, les émissions de notre système alimentaire représentent ~22% de l'empreinte carbone d'un·e français·e (HCC, 2024).

Chaque maillon de la chaîne doit respecter un objectif, celui pour l'agriculture étant de -46% d'ici 2050 quand l'industrie alimentaire doit se décarboner de -80% sur la même période.

Mais aussi des enjeux autour de l'adaptation, de l'eau et de la biodiversité

Le secteur agricole fait face également à d'autres défis, dont en premier lieu l'adaptation au changement climatique.

La fréquence et l'intensité des aléas climatiques génère des pertes croissantes pour l'agriculture. Ex. : sur les 4 Md€ d'indemnisations versés par les assurances récolte multirisques climatiques entre 2010 et 2021, 2/3 des sommes concernent la période 2016-2021 (INSEE, 2024).

Les activités agricoles émettent également d'autres formes de pollution, comme l'ammoniac issu de l'épandage d'engrais et déjections bovines, nuisant à la qualité de l'air.

L'enjeu de l'eau est également vital pour notre système agricole et alimentaire, qui représente ~12% des prélèvements totaux tous usages confondus.

Gaz à effet de serre

-46% de GES d'ici 2050 par rapport à 2015 pour le secteur agricole (SNBC, 2020)

Adaptation

+4°C, la trajectoire de réchauffement de référence pour la France (TRACC, 2025)

Eau

-10% d'eau prélevée pour l'agriculture d'ici 2030 (Plan Eau, 2023)

Ammoniac

-13% d'ammoniac d'ici 2030 par rapport à 2005 (PREPA, 2020)

... mais aussi de transition sociale et économique

Les enjeux économiques sont primordiaux en agriculture

La transition environnementale est à croiser avec les enjeux économiques auxquels fait face notre système agricole et alimentaire français.

Sur 100 € dépensés en alimentation, uniquement 6,4€ revient à l'agriculteur français (OFPM, 2024). Le revenu des exploitants, très variable selon les filières et tailles d'exploitation, est affecté à la fois par les aléas climatiques, la variation des cours mondiaux et la hausse du coût des matières premières (ex. : engrais). Ainsi, en 2024, le résultat

par ETP* a baissé de 79% pour la filière grandes cultures pour atteindre le niveau le plus bas depuis les 30 dernières années.

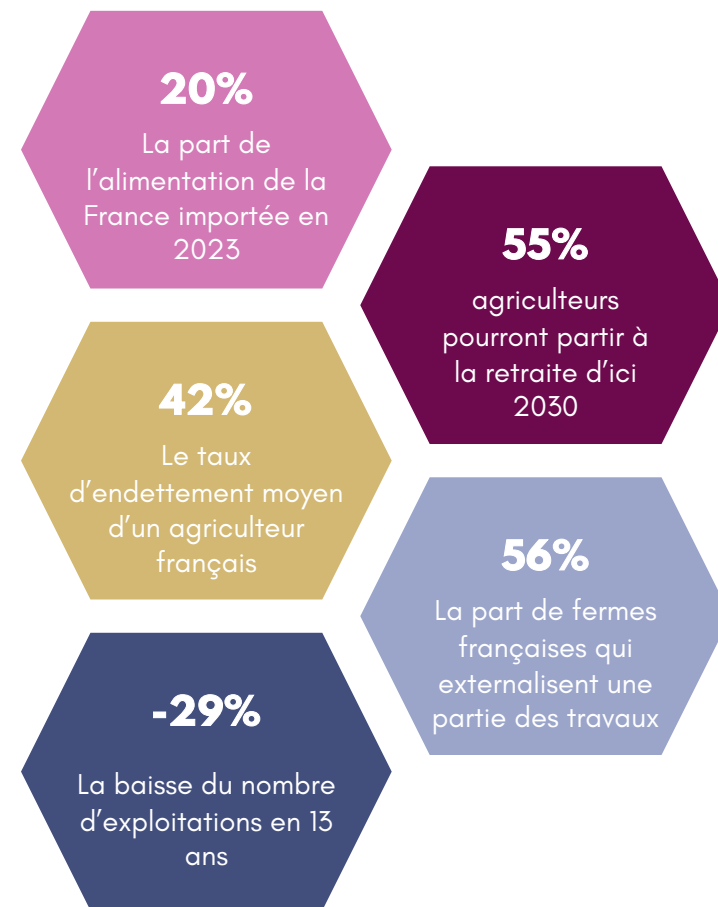
Parallèlement, **le taux d'endettement des agriculteurs continue inexorablement d'augmenter, celui-ci atteignant 42% en 2024 contre 38% il y a 20 ans.** L'acquisition de matériels et la construction/modernisation de bâtiments constitue la très grande majorité des encours de prêts du secteur.

Les enjeux de transmission des exploitations et d'autonomie alimentaire viennent aussi s'ajouter à ce paysage

Le nombre d'exploitations agricoles baisse chaque année, avec 350 000 fermes en 2023 vs. 490 000 en 2010 (Agreste, 2024). **Derrière cette tendance, se cache la question de la dureté du métier et associé à cela la question transmission des exploitations.** En effet, la moitié des exploitations sont dirigées par au moins un exploitant âgé de 55 ans ou plus (Agreste, 2024). **L'enjeu de reprise des exploitations est donc colossal,** mais en même rendu difficile par l'équation économique

actuelle et les investissements massifs qu'une reprise de ferme induit.

Les importations alimentaires continuent, par ailleurs, d'augmenter, ces-dernières ayant été multipliées par 2 en 20 ans (INRAE, 2025). La question de l'autonomie alimentaire devient donc de plus en plus prégnante, et encore plus avec l'actualité récente où l'accès aux ressources agricoles devient également un enjeu géopolitique.



* RCAI = Résultat courant avant impôt par équivalent temps plein non salarié

Les besoins en financement sont essentiels pour mener à bien cette transition

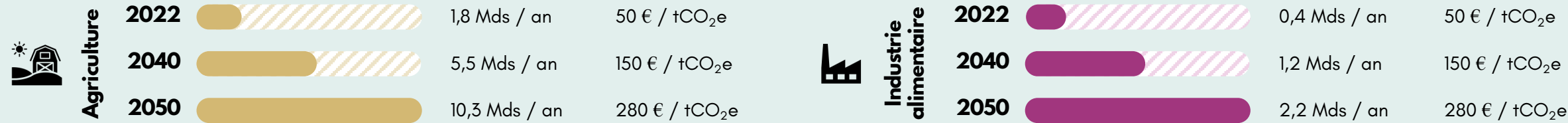
Les enjeux de financement portent en priorité sur le secteur agricole, plus que sur le reste du secteur

De nombreux experts et instituts ont déjà évalué le besoin de financements pour mettre en œuvre la transition environnementale du secteur agricole et alimentaire français.

Les besoins pour uniquement le secteur agricole varient entre 5 milliards d’euros par an (Institut Rousseau, 2022) à 10 milliards d’euros par an si on inclut dans l’objectif de transition l’enjeu d’assurer la souveraineté alimentaire (FNSEA, 2025).

Quant à l’industrie agroalimentaire, l’interprofession (ANIA, 2024) estime le besoin de financement entre 0,4 et 0,5 milliards d’euros par an pour contribuer à la neutralité carbone française (soit -80% de réduction d’émissions).

Enfin, si on inclut le secteur du commerce et de la restauration, alors le besoin additionnel de financement s’élève entre 7 à 8 milliards d’euros par an jusqu’en 2030 (CNC, 2024).



Les besoins de financement chiffrés ci-dessus s’appuient sur les prix du carbone issus du rapport Quinet mais proratisés sur la base des objectifs de chaque secteur. Ex. : cible à 300 € tCO₂e d’ici 2030 pour la France pour un objectif de -55% de CO₂e, soit 150 € / tCO₂e si l’agriculture doit réduire de 25% ses émissions GES.

Cet exercice simple de chiffrage financier permet de retrouver des ordres de grandeur similaires à ceux annoncés par les filières. Il montre surtout que le prix à payer pour décarboner notre système alimentaire est bien plus élevé que celui qu’on pratique actuellement, d’autant plus que cela n’inclut que les coûts associés au climat.

Les retours et enquêtes terrain confirment ce besoin de financement de l'agriculture

Différentes enquêtes ont été menées sur ces 2 dernières années auprès des agriculteurs pour mieux comprendre notamment leur positionnement face à la transition.

L'observatoire BPCE, dans son baromètre annuel, évalue le besoin de financement et trésorerie des agriculteurs en 2^{ème} position, après l'enjeu de cession et transmission de l'exploitation agricole.

De la même façon, **d'après l'enquête du Shift Project, 81% des agriculteurs interrogés considèrent les freins financiers comme un facteur d'empêchement à l'adoption de pratiques agricoles durables.**



Ces besoins financiers s'expriment souvent sous forme de nouveaux bâtiments et/ou matériels (enquête Vox Agri, septembre 2025).

Mais au-delà des investissements, le **principal frein financier exprimé par les agriculteurs est le coût et le risque de ces pratiques agricoles durables, ainsi que le manque de valorisation dans le prix payé**, comme le fait ressortir l'enquête du Shift Project.

BPCE L'Observatoire



Exemple des besoins de financement pour une ferme laitière à dominance de pâturage*

Pour une ferme laitière de 130 hectares, 140 vaches laitières, 80% de prairies dans la SAU et un EBE de 230 000 € :

- **Insertion de légumineuses et graminées dans les prairies**

Action visant à améliorer la productivité de la prairie et ainsi à réduire l'achat de concentré (= meilleure autonomie protéique).

Pour la moitié des surfaces de prairies (50 ha), charges de 25 000€ à l'année de l'implantation, amorties sur la durée de vie de la prairie (5 à 6 ans).

- **Implantation de haies**

Action visant à encourager la biodiversité et augmenter le stockage carbone.

Pour 5km de haies supplémentaires (sur les 18km existants), 1 500 € de coûts fixes et 1 500 € / an d'entretien.

- **Achat d'un enfouisseur**

40 000 € d'investissement pour un enfouisseur à dents de 6m permettant de réduire les pertes d'ammoniac et mieux valoriser les nutriments des effluents.

Les outils de financement, longtemps figés, se diversifient depuis ces-dernières années

Les banques, actrices incontournables du financement

En dehors des financements publics français et européens (non étudiés dans le cadre de cette publication), **les banques françaises sont historiquement les principaux financeurs du secteur agricole et agroalimentaire**. Les emprunts bancaires des exploitations agricoles s'élevaient par exemple à 67 milliards d'euros en 2024 contre 49 milliards en 2015¹.

67 Mds €
le montant des
encours agricoles
en 2024

Les banques innovent par ailleurs dans les outils de financement pour accompagner cette transition, à l'image des prêts bonifiés ou dit 'à impact'.

Ces prêts, proposés aux exploitants comme aux industriels alimentaires, garantissent un taux d'intérêt réduit sous réserve de respecter certains critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

D'autres modes de financement² existent pour financer la transition agricole & alimentaire

Crédits carbone

Les crédits carbone, via le label bas carbone en France, valorisent les actions nouvellement mises en place par les agriculteurs. La rémunération est exprimée à la tCO₂e, allant de 30-40 €/tCO₂e pour l'agriculteur. À noter que les volumes mis sur le marché restent aujourd'hui très faibles.

PSE

Les PSE, dits Paiements pour Services Ecosystémiques, permettent aux agriculteurs de bénéficier d'une prime pour valoriser les pratiques vertueuses. L'association Pour une Agriculture Du Vivant (PADV) a notamment déployé ce type de schéma dans les Hauts-de-France.

Primes d'industriels

De plus en plus d'industriels déploient des systèmes de prime additionnelle indexée sur le carbone, celle-ci pouvant représenter par exemple jusqu'à 1% du prix lait (4-5€ les 1000 L) si l'éleveur démontre une bonne performance carbone.

Fonds coopératif

Terrena a par exemple constitué un fonds de 20 M€ en 2024 pour faciliter l'accès à l'investissement pour les exploitants, en devenant actionnaire temporaire de la ferme, dans la limite de 2% du capital et pendant 10 ans au maximum.

¹ Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire. Financement et acteurs du financement des exploitations en France. Décembre 2022.

² Tous les modes de financement ne sont pas cités dans cette publication. Le cas du financement participatif via Miimosa par exemple constitue aussi un financement innovant.



02

Un positionnement croissant du Private Equity dans le secteur agri-food

Le rôle des fonds d'investissement dans le secteur agricole et alimentaire



Soutenir le développement de solutions compatibles avec la transition

Il s'agit ici de faire émerger, par le biais du capital-investissement, des solutions compatibles avec les enjeux de la transition. Cela prend la forme de politiques d'investissement sous-sectorielles, dédiée à :

- La commercialisation de solutions agricoles à moindre impact environnemental (ex. : légumineuses, biosolutions, etc.) ;
- La digitalisation et l'agriculture de précision ;
- La production d'énergie renouvelable (agrivoltaïsme,, etc.) ;
- Le développement de filières alimentaires bas carbone et/ou plus souveraines ;
- Le développement de modèles alimentaires circulaires, etc.

**Stratégie
d'investissement
associé***

- Venture capital
- Growth equity



Contribuer à la transition et à la durabilité des entreprises financées

Il s'agit ici d'accompagner les segments d'activité agricole et alimentaire dans leur transition, en se concentrant sur ceux à fort impact environnemental. Concrètement, cela consiste à inciter les participations (= entreprises) à :

- disposer d'un plan de transition de leurs activités court et moyen terme, impliquant souvent des objectifs sur le climat, l'eau et la biodiversité, mais pouvant aussi inclure une réorientation de leur portefeuille d'activités vers plus de durabilité ;
- mieux anticiper les risques climatiques auxquels l'entreprise pourrait faire face, etc..

- Management buyout

Chiffres clés du Private Equity dans le secteur agri-food

37

Le nombre d'opérations
enregistrées en 2025

28%

Des opérations
effectuées en buy-out

8,5 Mds

Le chiffre d'affaires
associé aux opérations
d'acquisition/cession

73%

La part de PME dans le
portefeuille
d'investissements

Comparaison avec 2024

-37%

L'augmentation des
opérations par rapport à
2024

+65%

L'augmentation du CA
associé à ces opérations
par rapport à 2024

Les levées de fonds sur 2025 dans le secteur agri-food

8

Le nombre de levées de fonds

134 M€

De financement associé

Comparaison avec 2024

-43%

La baisse du nombre de levées de fonds par rapport à 2024

-25%

La baisse en euros des levées de fonds par rapport à 2024



Détail des opérations sur l'année 2025 (1/3)

Les acteurs principaux du Private Equity en France ont été analysés sur la base de données publiques (voir partie 5. *Méthodologie et sources*). Cette revue n'a donc pas la prétention d'être exhaustive. **Le tableau ci-après retranscrit l'ensemble des opérations sur l'année 2025, classées dans l'ordre alphabétique des noms d'entreprises.** On distingue dans ce tableau également :

- les fonds ayant pris part à ces opérations, sachant que plusieurs fonds peuvent se réunir pour une même opération.
- les stratégies d'investissement, entre levée de fonds, participations majoritaires/minoritaires ou encore stratégies de management buy-out et build-up (voir partie 5 pour les définitions).

Fonds d'investissement	Nom de la participation (société)	Chiffre d'affaires de la société	Taille de la société	Type d'opérations	Description de l'activité
UNEXO / GO Capital	5DO (CINQ DEGRES OUEST)	30 M€	PME	Management Buy-Out	Activités de décorticage des produits de la mer et da cryogénisation de coquillages/crustacés/poissons
Unigrains	Agreenculture	N.C.	Start-up	Levée de fonds	Robots/modules permettant l'autonomisation des tracteurs et engins agricoles
Cerea Partners	Big Mamma	250 M€	PME	Majoritaire	Groupe de restauration italienne comptant 27 restaurants, dans 7 pays européens
Eurazeo / Auraa	Bioline AgroSciences	50 M€	ETI	Majoritaire	Production et distribution de produits de biocontrôle au service de la protection des cultures et en alternative aux pesticides
Ferrara	Carambar & Co	415 M€	ETI	Build-up / Croissance externe	Fabrication de produits de confiserie et chocolat
Sofiprotéol	CIACAM	70 M€	PME	Minoritaire	Négoce et commercialisation de légumes secs
Unigrains	Compagnie Fruitière	935 M€	ETI	Minoritaire	Commerce de fruits exotiques
Turenne Groupe, Siparex Midcap, Groupe Crédit Agricole & BNP Paribas Développement	Comptoir Rhodanien	100 M€	PME	Management Buy-Out	Transformation et conditionnement de fruits issus de ses propres vergers et de producteurs partenaires
Jeriko	Fayo	N.C.	Start-up	Levée de fonds	Fabrication d'aliments à base de légumineuses et de céréales bio pour les acteurs de la restauration collective
Sofiprotéol	Flanquart	16 M€	PME	Minoritaire	Fabrication d'une gamme variée de graines, flocons, farines, purées, mélanges et granolas à destination de l'agroalimentaire
Sofiprotéol	Fromageries Lincet	50 M€	PME	Minoritaire	Fabrication de produits fromagers

Source : Analyse faite sur la base des reporting des fonds de private equity et revue de presse. Voir partie 5. *Méthodologie et sources*.

Détail des opérations sur l'année 2025 (2/3)

Fonds	Nom de la participation (société)	Chiffre d'affaires de la société	Taille de la société	Type d'opérations	Description de l'activité
GO Capital, BpiFrance, Mer Invest, Helix & Hauts de France Littoral Invest	Grain de Sail	17 M€	PME	Management Buy-Out	Activités agroalimentaires (fabrication de chocolats, torréfaction de café, élaboration de rhums) et de transport maritime décarboné
FrenchFood Capital	Green Creative	7 M€	PME	Management Buy-Out	Fabrication d'équipements innovants pour mieux valoriser les biodéchets
SWEN	GreenPods	N.C.	Start-up	Levée de fonds	Production d'amandes et d'olives
Unigrains	IrriFrance	40 M€	PME	Management Buy-Out	Fabrication de matériels d'irrigation (pivots, enrouleurs)
Unigrains	L'Albero del Pane	63 M€	PME	Minoritaire	Fabrication de produits de boulangerie & pâtisserie
Astanor AURAE , EIGHT ROADS VENTURES , ANTERRA CAPITAL	La Fourche	100 M€	PME	Levée de fonds	Supermarché bio indépendant en ligne
FrenchFood Capital	Le Cercle	12 M€	PME	Minoritaire	Commercialisation de plateaux-repas réutilisables et activités de traiteur
SWEN	Le Drive Tout Nu	5 M€	PME	Levée de fonds	Réseau de supermarchés et drive zéro déchets
Sofiprotéol, IDIA Capital Investissement, GSO Capital	Maisadour (MSA Seeds)	1 410 M€	GE	Minoritaire	Filiale du groupe coopératif Maisadour spécialisée dans la recherche, la production et la commercialisation de semences
UI Investissement	Maison Frerejean Frères	N.C.	PME	Minoritaire	Maison de Champagne
UI Investissement	Maison Guinguet	10 M€	PME	Management Buy-Out	Fabrication de chocolat et confiserie artisanale
ALTIS CAPITAL	Maison Pralus	29 M€	PME	Management Buy-Out	Fabrication de chocolat et confiserie artisanale
Unigrains	Maitre Prunille	276 M€	PME	Minoritaire	Négoce et commercialisation de fruits secs et condiments

Détail des opérations sur l'année 2025 (3/3)

Fonds	Nom de la participation (société)	Chiffre d'affaires de la société	Taille de la société	Type d'opérations	Description de l'activité
SWEN	Marcel & Fils	160 M€	PME	Build-up / Croissance externe	Réseau de magasins de distribution de produits bio, présents dans le sud-est de la France
AURAE	Milpa	8 M€	PME	Minoritaire	Conseil en agriculture bio-régénératrice
Cerea Partners / UNEXO	NaturaCare	100 M€	PME	Majoritaire	Fabrication de compléments alimentaires pour la santé humaine et animale et la cosmétique
Jeriko	NeoEarth	N.C.	Start-up	Levée de fonds	Fabrication de souches de microalgues à haut rendement à destination de la nutrition, la cosmétique et la chimie
UI Investissement	Nogent	5 M€	PME	MBO (Management Buy-Out)	Fabrication de couteaux
Creadev / Eutopia	NOUS ANTI-GASPI	25 M€	Start-up	Levée de fonds	Enseignement de magasins qui commercialisent des produits refusés par la grande distribution
Creadev / Roquette Ventures / Clay Capital / IRD Invest	NxtFood (Accro)	17 M€	PME	Levée de fonds	Fabrication et commercialisation de protéines végétales
Ardabelle / CapAgro	Plymag	N.C.	PME	Majoritaire	Production et commercialisation de biostimulants
Ardian	Prosol (Grand Frais)	4 200 M€	GE	Majoritaire	Enseignement de magasins spécialisés dans la vente de fruits et légumes frais et de poissons et produits de crèmerie
FrenchFood Capital	Sabre Paris	23 M€	PME	MBO (Management Buy-Out)	Conception et fabrication de couverts de tables premium
FrenchFood Capital	SOPANO	35 M€	PME	MBO (Management Buy-Out)	Conception et fabrication d'étiquettes adhésives pour l'agroalimentaire
Unigrains	Staphyt	45 M€	PME	Minoritaire	Conception et fabrication de produits de nutrition et protection des plantes et des semences
Cerea Partners	Vincent Guerlais	15 M€	PME	MBO (Management Buy-Out)	Fabrication de chocolat et confiserie artisanale

Les sociétés de gestion spécialisées dans le secteur sont aussi les plus dynamiques en 2025

01

Les sociétés de gestion spécialisées

Il s'agit des acteurs dont la stratégie d'investissement est centrée sur le secteur agricole et agroalimentaire.

On retrouve ainsi les acteurs historiques Unigrains et Sofiprotéol, accompagné de FrenchFood Capital, CapAgro et Cerea Partners (devenu Demea après la fusion avec Demeter).

02

Les fonds dédiés

Il s'agit ici d'acteurs du PE qui opèrent initialement dans d'autres secteurs mais qui ont lancé des fonds dédiés au secteur agricole et alimentaire.

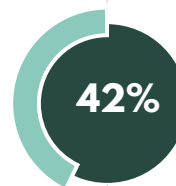
On retrouve ainsi SWEN avec son fonds 'Terra', Tikehau Capital avec son fonds dédié intitulé 'Regenerative Agriculture' et Esfin Gestion (voir pages 19 à 20).

03

Les autres sociétés de gestion

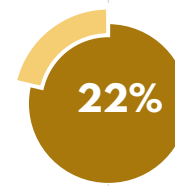
Cette catégorie, plus diffuse, regroupe à la fois (1) des fonds récemment créés (i.e. : Ardabelle), (2) des acteurs dont la stratégie d'investissement est plus variée (ex. : Creadev, UI Investissement, etc.) et (3) des investisseurs institutionnels et/ou régionaux (ex. : BPI, Unexo)

Part dans les
opérations
enregistrées



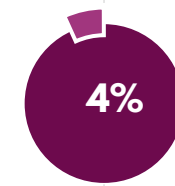
42%

Part dans le
total de CA des
participations

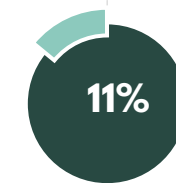


22%

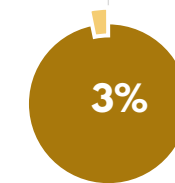
Part dans le
total des levées
de fonds



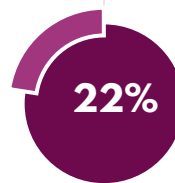
4%



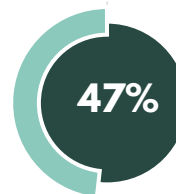
11%



3%



22%



47%



75%



74%

Eurazeo, le fonds EPBF et l'acquisition de Bioline Agrosciences



LE FONDS EURAZEO PLANETARY BOUNDARY (EPBF)

Eurazeo, groupe d'investissement européen de premier plan, a lancé en 2025 un fonds Impact dédié au financement des solutions pour lutter contre le dépassement des limites planétaires, intitulé Eurazeo Planetary Boundaries Fund (EPBF). Dans ce cadre là, Eurazeo a effectué son 1^{er} investissement en mars 2025 en faisant l'acquisition de la société Bioline Agrosciences

BIOLINE AGROSCIENCES ET LE FONDS EPBF

Bioline Agrosciences est une société française spécialisée dans les produits de biocontrôle, et notamment dans la production et commercialisation d'organismes de lutte biologique (insectes et nématodes).

En tant que fonds Impact Buyout, EPBF s'est donné pour missions d'accompagner Bioline dans son passage à l'échelle, notamment :

- Réinvestir dans les outils de production et les équipes
- Accélérer l'adoption du biocontrôle
- S'implanter dans de nouveaux territoires
- Soutenir la R&D

“ Une contribution prouvée et significative à la préservation des limites planétaires ”



Pollution (« Nouvelles entités ») : en réduisant efficacement l'usage des pesticides



Intégrité de la biosphère : les pesticides étant l'une des causes principales de perte de biodiversité



Et dans une moindre mesure, le changement climatique, grâce à des produits moins intensifs en carbone que leurs alternatives chimiques

MESURER LES IMPACTS DE BIOLINE EN S'APPUYANT SUR LA THÉORIE DU CHANGEMENT

Output

- **30** cultures couvertes par les produits, accessibles dans plus de **30** pays
- **1 500** clients producteurs et coopératifs soutenus

Outcome

- **60** tonnes de pesticides évitées en 2024
- Soit l'équivalent de **50 000** hectares sans recours à des pesticides

Impact

- **13%** des pesticides évitées étaient très ou modérément dangereux pour les écosystèmes et la santé humaine
- Mesure des impacts sur la biodiversité en cours de déploiement via une méthode d'empreinte

Des fonds dédiés à la transition agricole s’insèrent progressivement dans ce paysage du Private Equity (1/2)

Citizen Capital

Nom du fonds : **AgrilImpact**

Date de création : **2021**

Montant levé : **30 M€**

Thèse
d’investissement

“ Notre thèse d’investissement s’articule autour de 3 thèmes qui reflètent notre vision des besoins fondamentaux : Vivre, Se Réaliser, Transformer. ”

Cadre d’analyse lié
aux investissements

Dans le cadre du fonds dédié, investissements centrés sur 3 thématiques : production d’énergie renouvelable, développement de circuits courts et transformation alimentaire.

Cibles visées

Les agriculteurs, avec un renforcement des fonds propres dans des sociétés de projet portées par des agriculteurs

Exemple d’acquisitions



Tikehau Capital

Nom du fonds : **Regenerative Agriculture Fund**

Date de création : **2022**

Montant levé : **400 M€**

Thèse
d’investissement

“ Financer des entreprises qui proposent des solutions permettant la transition du secteur agricole vers des pratiques régénératrices, avec l’ambition de générer un impact positif sur la santé des sols et sur les ressources environnementales. ”

Cadre d’analyse lié
aux investissements

- Analyse des impacts sur la dimension biodiversité, climat et l’eau avec un impact positif sur au moins une dimension. Mention d’indicateurs précis.
- Analyse des impacts négatifs sur 2 dimensions supplémentaires : la santé et le bien-être des agriculteurs

Exemple
d’acquisitions

Biobest – Entreprise américaine de négoce commercialisant des produits de pollinisation et lutte biologique contre les ravageurs et maladies

Cibles visées

INPUTS	EQUIPEMENT ET OPÉRATIONS AGRICOLES	INGRÉDIENTS	CATALYSEURS TRANSVERSAUX
» Bio-contrôle » Bio-stimulants (dont les bio-engrais) » Pollinisation » Alimentation animale » Semences » Biochar	» Automatisation et robotique » Méthanisation et agri-voltaïsme » Gestion de l’intensité du labour des sols » Agriculture de précision » Gestion de l’eau » Élevage de précision	» Ingrédients alimentaires » Alternatives à base de plantes et d’insectes	» Mesure et suivi de l’impact » Optimisation et transparence de la chaîne d’approvisionnement » Solutions de financement » Chaîne de valeur du carbone

Des fonds dédiés à la transition agricole s’insèrent progressivement dans ce paysage du Private Equity (2/2)

Esfìn Gestion

Nom du fonds : **Bio Filières Durables**

Date de création : **2024** Montant levé : **40 M€**

Thèse d’investissement

“ *Le fonds soutient des entreprises mieux-disantes dans leurs pratiques, en promouvant le commerce équitable, les pratiques agroécologiques et les contrats à long terme avec les agriculteurs par exemple.* ”

Cibles visées

Tous les acteurs de la chaîne de valeur ayant des engagements dans une démarche d’agriculture biologique (min. 50% de CA dans les produits bio).

Exemple d’acquisitions

- Léa Nature – Industriel français de produits alimentaires et cosmétiques bio
- Ateliers Bio de Provence – Industriel français de pâtes fraîches et surgelées

Cadre d’analyse lié aux investissements

INDICATEURS D’IMPACT ET DE RÉSULTATS DU FONDS	2024
▶ % du chiffre d’affaires généré en biologique	94 %
▶ % du chiffre d’affaires généré en commerce équitable	7 %
▶ Nombre d’agriculteurs bio soutenus	1041
▶ Nombre d’hectares bio soutenus	24 719
▶ % d’approvisionnements en France	48 %
▶ % du portefeuille dans l’ESS	25 %

SWEN

Nom du fonds : **SWEN Terra**

Date de création : **2025** Montant levé : **40 M€**

Thèse d’investissement

“ *Stratégie à impact qui investit dans des actifs agricoles exploités selon des pratiques d’agriculture régénératrice.* ”

Cadre d’analyse lié aux investissements

Analyse des enjeux liés à la biodiversité, l’eau et le carbone, sans mention d’indicateurs précis ou de seuils en particulier.

Cibles visées

- Agriculteurs et opérateurs d’actifs agricoles
- Entreprises opérant dans la chaîne de transport, logistique et transformation de ces produits agricoles.

Cibles visées



L'investissement dans des projets agricoles, une dynamique nouvelle

L'année 2025 a été marquée par deux opérations en lien direct avec le secteur agricole, à savoir :

- **Les Fermes Debout (ex-Neofarm)**, où une levée de fonds de 30 millions d'euros a eu lieu avec l'appui d'Eurazeo via son fonds Eurazeo Smart City II et d'ADEME Investissement ;
- **GreenPods**, où un premier tour de table de 30 millions d'euros a été bouclé auprès de SWEN Capital Partners via son fonds SWEN Terra.

Ces investissements sont particulièrement singuliers par rapport aux autres opérations observées depuis 2024, au sens où ils portent sur des actifs agricoles et non pas sur les maillons en amont (ex. fabricant d'intrants) ou en aval des fermes (ex. : industrie alimentaire).

Ces projets sont aussi spécifiques car caractérisés par une intensité capitalistique assez forte et des modèles de rentabilités plus long terme que ceux observés dans les autres maillons de la chaîne alimentaire.

Cas d'étude

LES FERMES DEBOUT (EX-NEOFARM)

Les Fermes Debout, appelé précédemment NeoFarm, est **une société de maraîchage alliant la technologie et l'agroécologie**.

Avec trois fermes pilotes et une ferme bientôt en fonctionnement de 30 ha à Lisses (91), l'approche de la société vise à **produire des légumes en bio pendant toute l'année, accompagné d'un portique robotique** permettant d'effectuer différentes opérations agricoles (semi, désherbage, etc.). L'objectif est ainsi de produire des légumes de façon biologique et durable tout en traitant l'enjeu de la pénibilité du travail et de la difficulté à recruter.

GREENPODS

GreenPods est une société créée en 2020, **visant à développer la production de fruits à coque** (i.e. : amandes) dont la très grande majorité est aujourd'hui importée des Etats-Unis.

GreenPods a ainsi pour **objectifs de planter 600 000 arbres et développer 2 000 ha d'agriculture régénérative**, à cheval entre le sud-ouest de la France et le nord de l'Espagne. L'ambition d'ici 2028 est aussi de construire leur propre usine de transformation de façon à mieux maîtriser la chaîne de valeur.

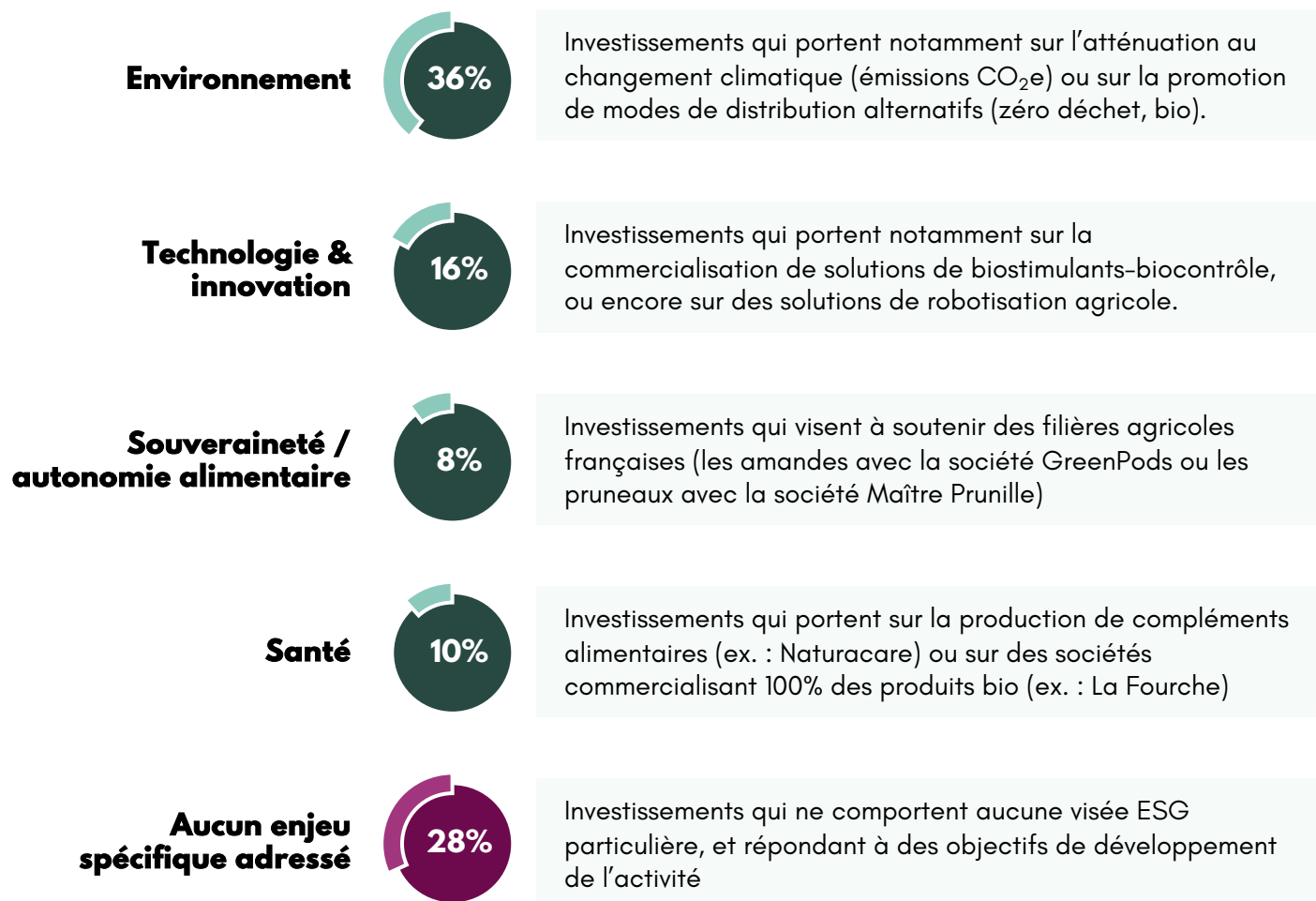
Source photographie : Orrouy (Oise, France) © Jules Bassoleil



03

Un positionnement utile au secteur agri-food mais encore insuffisant et incomplet

Un peu plus d'un tiers des investissements effectués visent à répondre aux enjeux environnementaux



Encart méthodologique

Une participation dans laquelle un fonds investit peut répondre à plusieurs enjeux en même temps.

Ex. : l'investissement de SWEN dans la société GreenPods répond à la fois aux enjeux d'autonomie alimentaire (pour les fruits à coque) et d'environnement (émissions GES)

- **Si un tiers des investissements vise notamment à répondre aux enjeux environnementaux, 28% ne répond à aucune thématique décrite ici.**
- Ces investissements sans impact ESG visent avant tout à favoriser le développement des activités de la participation en question.
- **Cette répartition varie sensiblement selon les catégories de fonds (voir page 18).**
 - ▶ Les opérations effectuées par les fonds spécialisés ne comportent pas systématiquement une orientation ESG claire (32%);
 - ▶ À l'inverse, les fonds dédiés à l'agriculture couvrent systématiquement un enjeu ESG dans leur investissement (100%).

Si l'on zoome sur les enjeux environnementaux, alors l'enjeu des émissions de CO₂e est le plus adressé par ces fonds

Environnement



Emissions GES

50%

Investissements qui portent sur (1) la fabrication de protéines végétales (ex. : NxtFood), (2) la commercialisation de produits régénératifs et biostimulants et (3) des modèles circulaires.



Phytosanitaires

17%

Investissements qui portent soit sur la commercialisation de solutions de biostimulants-biocontrôle ou sur le commerce de produits en agriculture biologique (ex. : Marcel & Fils).



Economie circulaire

17%

Investissements qui portent sur la valorisation de biodéchets (ex. : Green Creative) ou sur des circuits de distribution valorisant le zéro déchet (ex. : Drive Tout Nu).



Santé des sols

13%

Investissements qui touchent à la régénération des sols encore au financement de matériels plus légers pour éviter le compactage des sols (ex. : Agreenculture).



Eau

4%

On retrouve ici l'investissement d'Unigrains dans la société IrriFrance, entreprise commercialisant du matériel d'irrigation.

- **L'enjeu des émissions de gaz à effet de serre (GES) est le plus adressé par ces fonds d'investissement**, suivi de la problématique des phytosanitaires et de l'économie circulaire.
- L'enjeu carbone est soit adressé **par le soutien à des produits et/ou services moins émissifs que la moyenne** (ex. : protéine végétale, magasin zéro déchet) ou soit par des activités favorisant une meilleure santé des sols et donc une meilleure captation du carbone.
- Il existe peu de différences significatives dans les enjeux environnementaux traitées par catégorie de fonds.
 - ▶ La dominante carbone existe pour les fonds spécialisés comme pour les fonds dédiés (56% tous les 2).
 - ▶ L'écart s'observe sur l'enjeu des phytosanitaires où les fonds dédiés se sont plus positionnés (22% vs. 0%). À l'inverse, les fonds spécialisés et couvrent mieux l'enjeu de l'économie circulaire que les fonds dédiés (22% vs. 11%)

Les biosolutions, activité toujours prisée en 2025 par les fonds de Private Equity

% du segment des biosolutions dans le total des opérations d'investissement

2024

8%



2025

8%



Si aucune levée de fonds n'a eu lieu pour des entreprises produisant des biosolutions en 2025, 3 opérations d'investissement sont à noter, soit ~8% du total des opérations recensées sur l'année.

Sources :

(1) LegiFrance

(2) AgroMatin. Les biostimulants accompagnent les producteurs dans la transition écologique. Juillet 2025

Cas d'étude

Source photographie : Orruy (Oise, France) ©Jules Bassoleil

Les biosolutions, c'est quoi ?

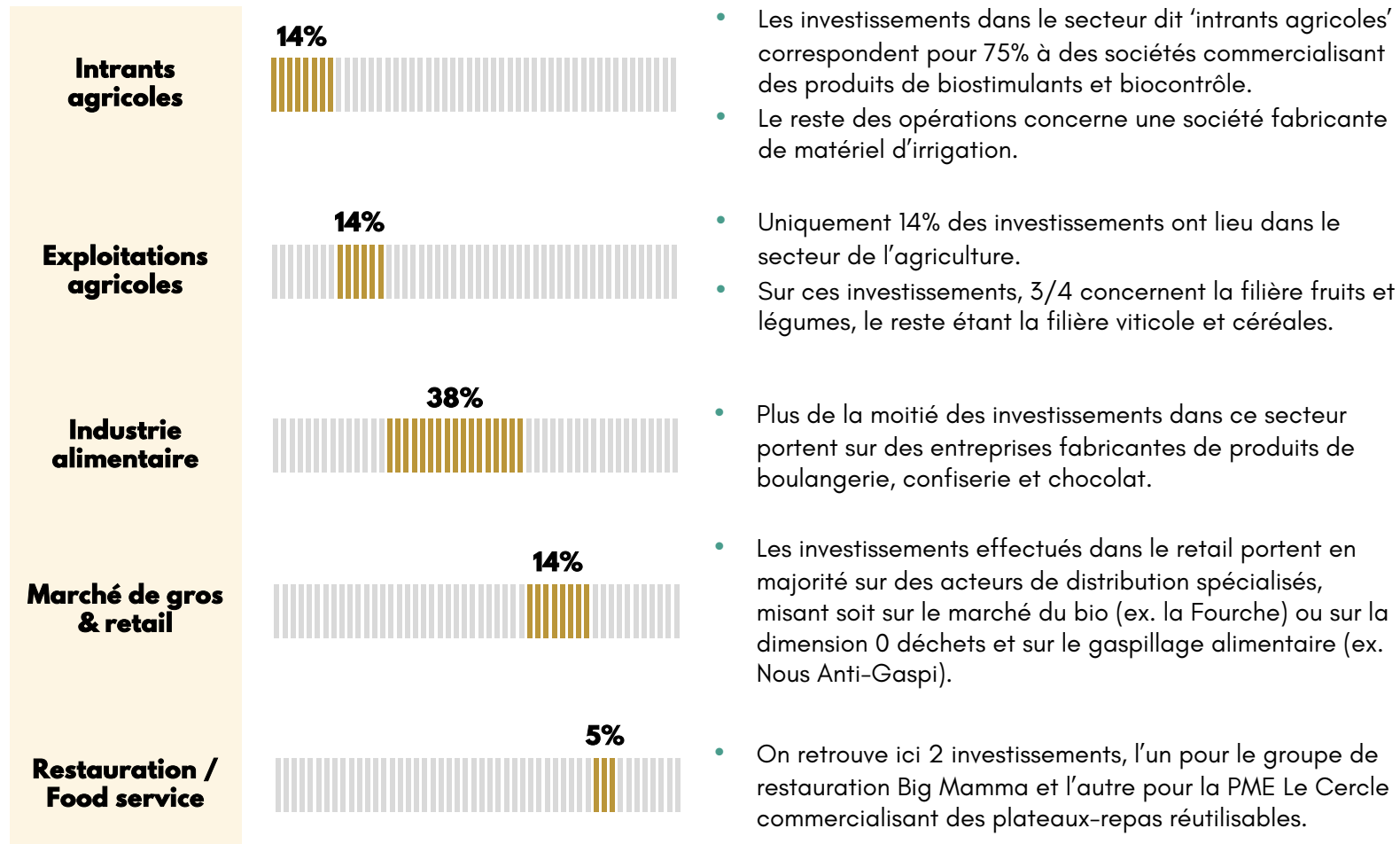
On retrouve dans les 'biosolutions' 2 types de produits :

- **Les stimulateurs de défense des plantes (SDP)** ou dit **biocontrôles**, qui sont des « *substances capables d'induire chez les plantes traitées un état de résistance aux bio-agresseurs.¹* » Concrètement, il s'agit de différents types d'organismes : chimiques (ex. : phéromones) ou naturels (ex. : champignons, insectes)) constituant des alternatives aux produits de traitement de synthèse.
- **Les biostimulants**, qui sont des « *substances pour stimuler l'absorption des nutriments et permettre une meilleure utilisation de ceux-ci par les plantes cultivées¹* ». Ils ont vocation notamment à améliorer la résistance au stress dit abiotique (ex. : sécheresse) et améliorer la qualité des récoltes.

En quoi c'est un enjeu pour l'agriculture ?

- **Les biosolutions s'inscrivent dans le contexte réglementaire actuel**, où ils peuvent permettre, selon les situations, de réduire la dose d'intrants et répondre aux objectifs d'Ecophyto 2030 (-50% d'utilisation de produits phytopharmaceutiques par rapport à 2010-2013).
- **L'enjeu est également commercial** puisque les taux de croissance pour ce type de produits varient de +3% à +6% par an depuis 2020², soit bien plus que les produits dits de commodité (i.e. : engrais et phytosanitaires conventionnels).

Toutefois, les secteurs et filières agricoles choisis par ces fonds d'investissement sont encore trop 'de niche'



Ces produits de biostimulants/biocontrôles s'utilisent aujourd'hui en majorité pour **les filières fruits & légumes**, alors que l'enjeu intrants est considérable également pour les filière grandes cultures et élevage.

Aucun investissement n'est effectué dans la filière de l'élevage, alors qu'elle représente 41% de la valeur ajoutée de l'agriculture française en 2025 vs. 15% pour la filière fruits & légumes.

L'industrie agroalimentaire est le premier secteur financé par le Private Equity, **alors que ses besoins de financement** pour la transition **sont 10X moins élevés que ceux pour l'agriculture.**

N.B. : le reste des opérations porte sur des secteurs diffus, comme le packaging pour l'agroalimentaire ou le conseil en agriculture.

Certaines problématiques ESG sont aussi très peu voire nullement traitées par les acteurs du Private Equity

L'enjeu en quelques mots

L'enjeu en chiffres

Part d'investissements traitant l'enjeu

La résilience climatique

- L'agriculture est très exposée à l'adaptation et aux risques climatiques, quelles que soient les filières en question.
- Les pertes agricoles associées aux aléas climatiques ne font qu'augmenter et d'ici 2050, elles pourraient atteindre jusqu'à 66% dans les scénarios climatiques les moins favorables.

+4°C, la trajectoire de réchauffement de référence pour la France, suite à la parution du décret en janvier 2026

9%

La diversification des modes agricoles

- 72% des agriculteurs interrogés dans l'enquête du Shift Project déclarent vouloir produire des nouvelles cultures si les conditions financières sont réunies. Ce chiffre s'élève à 60% pour l'activité de vente directe.
- Cet enjeu, plutôt économique qu'environnemental, est pour autant fondamental pour améliorer la résilience de l'agriculture.

72%, la part des agriculteurs interrogés dans l'enquête du Shift Project déclarent vouloir produire des nouvelles cultures

3%

Les émissions d'ammoniac (NH₃)

- L'ammoniac, émis à ~94% par l'agriculture, affecte la qualité de l'air et contribue à la pollution atmosphérique. Travailler sur l'ammoniac en agriculture est un enjeu environnemental fort.
- Réduire les émissions de NH₃ revient par ailleurs à traiter également l'enjeu carbone, plusieurs actions ayant des bénéfices sur ces deux enjeux environnementaux.

-13%, l'objectif de réduction des émissions d'ammoniac pour la France d'ici 2030

0%

Intégrer l'eau dans la stratégie d'investissement, un levier de performance, de résilience et d'opportunité pour le Private Equity

L'EAU, UNE RESSOURCE STRATÉGIQUE

Longtemps perçue comme abondante, peu coûteuse et localement gérée, l'eau est restée un angle mort. Elle n'a que rarement été intégrée aux analyses financières, aux due diligences ou aux plans de création de valeur.

Cette invisibilité mène aujourd'hui dans des impasses opérationnelles et financières. Intensification des sécheresses et des inondations, tensions d'usage, pression réglementaire croissante, attentes accrues des prêteurs et des assureurs : **l'eau devient un facteur matériel de performance.**

Les risques liés à l'eau se structurent autour de trois dimensions :

- **Trop d'eau** : inondations, submersions, dommages aux actifs
- **Pas assez d'eau** : restrictions, ruptures d'approvisionnement, conflits d'usage
- **Eau polluée** : non-conformité, coûts de traitement, atteinte à la réputation

Ces dimensions se traduisent en **risques opérationnels, financiers, réglementaires et réputationnels**, avec un impact direct potentiel sur les coûts, l'EBITDA, les CAPEX et les multiples de sortie.

“ Pour le Private Equity, intégrer l'eau ne relève plus uniquement de l'ESG : c'est un outil d'anticipation stratégique, de protection de la valeur et de création d'un avantage compétitif durable. ”



Water Wiser, partenaire de Therismo, est un cabinet de conseil et data, qui accompagne les acteurs financiers et les entreprises pour intégrer les enjeux hydriques au cœur de leurs décisions stratégiques.

Dans ce contexte, le Private Equity dispose **d'avantages décisifs pour intégrer l'eau comme variable stratégique** : capacité d'analyse fine et rapide des actifs, gouvernance resserrée et logique active de transformation des participations.

GÉRER UN RISQUE OPÉRATIONNEL

Le Private Equity peut ainsi intégrer de manière systématique l'eau dans l'analyse des portefeuilles et produire des résultats très concrets. À l'échelle d'un portefeuille, il est possible de :

- **mesurer la dépendance** directe et indirecte à l'eau
- cartographier **l'exposition aux bassins en tension**
- identifier les **lignes les plus vulnérables**
- définir des **plans d'actions** et modéliser des **scénarios d'impact** sur les coûts, les CAPEX, les marges, etc.

DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Au-delà du risque, ce regard systémique sur l'eau constitue également un **nouveau levier d'opportunité d'investissement** :

- identification d'actifs plus résilients et mieux positionnés face à la contrainte hydrique ;
- financement d'innovations et de solutions liées à l'efficacité, au recyclage ou au traitement.

Conclusions et ouvertures

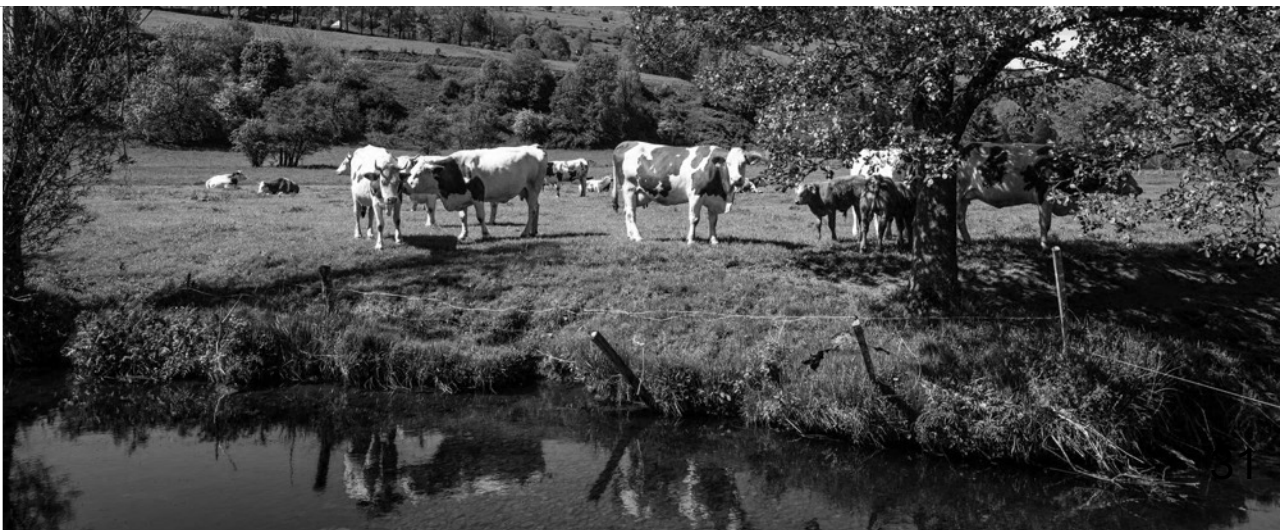
Avec 134 M€ de levées de fonds et 8,5 milliards d'euros associés aux opérations des sociétés de gestion, **le Private Equity est un acteur notable dans le financement de la chaîne de valeur alimentaire.**

Pour autant, **les enjeux** environnementaux et sociaux de l'agri-agroalimentaire **sont traités encore de façon partielle et ponctuelle par ce secteur.** Aucun investissement n'a par exemple porté sur des solutions visant à 'verdir' le secteur de l'élevage.

Par ailleurs, la dynamique nouvelle sur cette année 2025 est **le positionnement de**

certaines fonds sur les segments de production agricole, ou dit autrement sur l'activité des fermes françaises.

La transition agronomique d'une ferme nécessitant 5 à 7 ans en moyenne, **l'arrivée de ces fonds français dans le paysage agricole peut permettre peut-être de faciliter cette transition.** Dans le même temps, cela pose un certain nombre de questions méritant d'être approfondies : est-ce que les taux de rentabilité visés par ces fonds sont compatibles avec les contraintes du monde agricole ? Est-ce que la vision systémique de la transition agricole est bien intégrée dans la stratégie de ces fonds ?





04

Le cabinet Therismo

À propos

Therismo Conseil

Therismo Conseil est un cabinet fondé par Clément Ory, ancien consultant chez Carbone 4 pendant 10 ans.

Il a notamment créé et développé le pôle agricole et agroalimentaire du cabinet, et a travaillé avec des coopératives, négoces, industriels et retailers dans la construction et le déploiement de leur démarche environnementale.



Notre vision

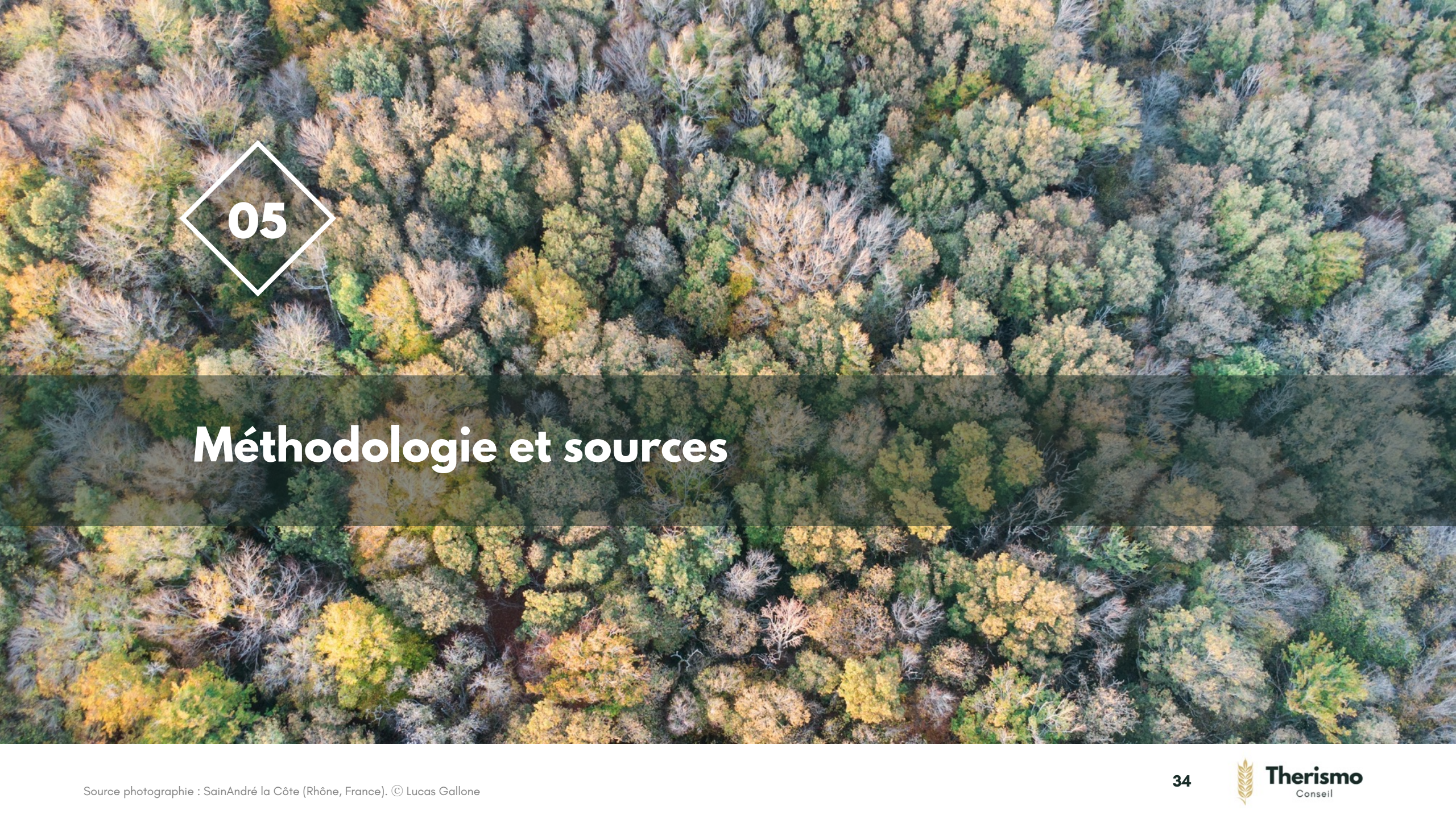
Nous pensons que tous les enjeux environnementaux (carbone, eau, biodiversité) doivent être traités simultanément pour mener à bien la transition agricole et alimentaire, tout en garantissant une viabilité économique et sociale du modèle agricole français.

Notre approche

Nous cherchons à aller au-delà des constats, et à penser les solutions les plus adaptées pour nos clients. Sans oublier de traiter l'enjeu de la transformation des organisations face à ces mutations importantes qu'induit la transition.

Notre engagement

Nous nous engageons à apporter qualité et rigueur dans nos projets, tout en cherchant à garantir une dimension partenariale dans nos accompagnements. Car la transition passe par la confiance et la collaboration.



05

Méthodologie et sources

Méthodologie suivie & sources utilisées

Méthodologie suivie

- Les opérations d'investissement ont été identifiées sur la base de leur site internet, de communiqués de presse et de revue de presse spécialisée.
- Les chiffres d'affaires associés à ces opérations ont été obtenus via des recherches sur les sites internet des participations étudiées. À noter que pour l'année 2025, il n'a pas été possible d'obtenir le chiffre d'affaires associé à l'activité pour 5 entreprises (sur un total de 37).
- La classification sectorielle a été établie par Therismo Conseil, reprenant en partie les codes de classification INSEE.
- La classification par enjeu a été établie par Therismo Conseil, sur la base de son expertise en transition agricole et alimentaire.
- Aucun entretien ou échange n'a été effectué avec l'ensemble des fonds d'investissement étudiés.

Sources utilisées

- Agromatin. Dossier Biostimulants : cap sur la montée en puissance. Juin 2025.
- ANIA. Feuille de route relative à la décarbonation des industries agroalimentaires. Septembre 2023.
- ANIA. Le point de vue de l'ANIA sur la Stratégie Nationale Bas Carbone 3. Décembre 2024
- BPCE L'Observatoire. Agriculture-Viticulture : 4^{ème} vague. Juin 2025.
- Citepa. Rapport Secten. Edition 2025.
- Conseil National du Commerce (CNC). Décarbonation et commerce. Juin 2024.
- Haut Conseil pour le Climat. Accélérer la transition climatique avec un système alimentaire bas carbone, résilient et juste. Janvier 2025.
- INRAE. Faire face aux multiples défis. Avril 2025
- INSEE. L'agriculture face aux enjeux environnementaux. 2024.
- INSEE. Compte prévisionnel de l'agriculture. Décembre 2025
- Institut de la Finance Durable (IFD). Financement de la transition agricole : freins et leviers. Mai 2025
- Institut Rousseau. 2 % pour 2 degrés ! Mars 2022.
- Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Stratégie Écophyto 2030. Mai 2024.
- P.Bono. & F. Purseigle. Enquête VoxAgri Vague 1. Septembre 2025
- The Shift Project. La Grande Consultation des Agricultures. Décembre 2024.

Détail des sociétés de gestion

Liste des sociétés de gestion

50 Partners Capital
ALTIS CAPITAL
Ankaa Ventures
Anterra Capital
Ardabelle
Ardian
Argos
Arkea Capital
Astanor
Asterion Ventures
AURAE
Axa Venture Partners (AVP)
Blast.Club
Blue Horizon
Bpifrance
CALAO FINANCE
CapAgro
CÈDRE CAPITAL
Cerea Partners (Demea)
Citizen Capital

Liste des sociétés de gestion

Clay Capital
Creadev
Crédit Mutuel Equity
Danone Manifesto Ventures
Demeter (Demea)
Dentressangle
Eight Roads Ventures
Epopée Gestion
Eurazeo
Eutopia
Experienced Capital
FAIR EQUITY
Ferrara
FINANCIERE OLYMPE
Five Seasons Ventures
FNB Private Equity
FrenchFood Capital
GO Capital
Hivest Capital Partners
IDIA Capital Investissement
Jeriko

Liste des sociétés de gestion

McWin Capital Partners
Momentum Invest
Naxicap Partners
Omnes Capital
One Rock Capital Partners
Origine Partners
PAI Partners
QUADIA
RIVES CROISSANCE
Siparex
Sodero Investissement
Sparkfood
Sofiprotéol
SPE Capital Partners
Supernova Invest
SWEN
Turenne Capital
UI Investissement
Unexo
Unigrains

Remerciements

Le cabinet Therismo tient à remercier les personnes suivantes pour leur relecture et leur contribution à ce rapport.

CLÉMENCE LACHARME

Responsable de l'Impact et de l'engagement ESG,
ADEME Investissement

JEAN-YVES WILMOTTE

Associé, WaterWiser

AUDREY LAMBRY

Directrice - Sustainability & impact, Eurazeo

LUCILE BRAND

Responsable du Pôle Finance, Carbone 4

Contacts



Clément ORY

Dirigeant - Fondateur

Therismo Conseil

clement.ory@therismo.com



Therismo

Conseil